Article Gavray pour livre Michel 19 aout.doc

**Enjeux de citoyenneté et de participation politique des jeunes à la croisée des rapports sociaux : le cas de la Belgique**

**Claire GAVRAY**

**Notre interrogation de départ et les choix théoriques et méthodologiques qui en découlent**

Les recherches montrent régulièrement et traditionnellement que les femmes s’intéressent moins à la politique que les hommes et qu’elles s’y impliquent moins (Briggs, 2008; Gallego 2007), cela le plus souvent sans s’interroger sur la dispersion existant au sein de ce sous-groupe ni sur les raisons de cette dispersion ; sans penser en termes de rapports sociaux en transformation. Or on peut assez facilement visualiser les évolutions contradictoires qui caractérisent nos sociétés en matière de mixité et d’égalité sexuée: d’un côté, un affaiblissement de la ségrégation et des injonctions sexuées ainsi que du niveau de contrôle des filles, ce qui augmente leur confiance en soi et élargit leur champ de compétences et de reconnaissances (professionnelles, scientifiques, politiques, financières); de l’autre côté, une difficulté d’abandonner une vision complémentaire, hiérarchique et naturelle des qualités et des rôles liés à chaque groupe sexué dans la sphère privée et publique. On peut se demander si l’expression « intérêt pour la politique » ne renvoie pas toujours implicitement à un contenu principalement pensé et légitimé au ‘masculin’. On doit se rappeler les longs débats qui ont précédé l’autorisation faite aux femmes de voter ou de se présenter aux élections. Au début du siècle passé, une large partie de l’intelligentsia craignait que les femmes votent massivement à gauche du fait d’une sensibilité et d’un engagement social considérés comme des caractéristiques inhérentes à leur sexe. Elle a aussi défendu l’idée d’une inconsistance naturelle des femmes les empêchant de prendre les bonnes décisions et d’une futilité qui rendrait leur intérêt pour la politique suspect (Gubin, 1999). Le contexte de pensée aurait-il totalement changé ? Les recherches menées régulièrement dans ce domaine montrent que la vision sexuée du monde et la croyance dans une essence féminine partagée restent bien présentes au sein de la population et des institutions, y compris à vocation scientifique. Une preuve en est qu’on continue largement à penser et théoriser les femmes comme un groupe homogène et comme une minorité au même titre que les immigrés, les handicapés, cela alors qu’elles représentent plus de la moitié l’humanité. Dans le champ politique, l’individu de référence reste encore l’homme blanc autochtone. Pour preuve, la façon dont on présente régulièrement l’électorat dans les medias : exemple dans cet article du soir du 11 juin 2015. <http://cevipol.ulb.ac.be/sites/default/files/Contenu/Cevipol/11062015ref_001.pdf>.

De nombreuses études ont montré combien les inégalités et ségrégations sexuées, sociales, culturelles s’articulent entre elles et impactent les valeurs, attitudes et comportements (Gavray et al., 2012a, Vettenburg et al., 2013). Nous défendons ici l’idée que l’on ne peut ignorer la façon dont les rapports sociaux de sexe s’articulent avec d’autres rapports sociaux dans l’explication des représentations et des pratiques politiques des jeunes.

La recherche PIDOP permet d’affiner la vision de la jeunesse autour de la question de l’engagement politique prise dans une acception large. Le caractère interdisciplinaire des équipes impliquées dans le projet autorise une vision complexe des facteurs (individuels, interpersonnels, culturels et sociétaux) qui peuvent intervenir sur le niveau et le type d’opinions ou de pratiques au sein de la jeunesse. Les analyses et résultats présentés ici se situeront bien à un niveau individuel mais mobiliseront des outils d’interprétation à d’autres niveaux de la réalité sociale. Dans cet article, nous proposons d’investiguer les représentations, valeurs, attitudes et comportements politiques des jeunes scolarisés à travers les données belges de PIDOP, et cela en affinant l’étude en fonction du groupe sexué et du type d’enseignement suivi. Nous mobiliserons une analyse en termes de rapport sociaux de classe et de rapports sociaux de sexe, synonyme de ‘genre’. Ce concept oblige à ne plus se concentrer exclusivement et explicitement sur les femmes, la situation d’un pôle ne pouvant se comprendre qu’en comparaison à l’autre pôle. Il fait référence à deux réalités en cascade : premièrement aux mécanismes culturels et sociaux qui, dans chaque sphère d’une société donnée et à une période spécifique, définissent ce qui est placé du côté du ‘masculin’ et du ‘féminin’ (en termes de normes, de valeurs, de rôles, de qualités, ...) et ce qui est légitime et accessible à chaque groupe sexué; deuxièmement aux rapports sociaux hiérarchiques qui en découlent et qui se trouvent être en constante évolution. Le concept de genre s’oppose ainsi à une vision naturaliste, essentialiste et figée des différences et inégalités sexuées. Adopter les lunettes du genre, c’est accorder dans l’analyse une importance à l’évolution des opportunités historiques de chaque groupe sexué, c’est prêter attention à la façon dont s’articulent différentes hiérarchies en interaction. Ces dernières se rapportent au groupe sexué, à la préférence sexuelle, à la classe sociale ou au niveau d’éducation, à l’origine culturelle ou à la nationalité….

De nombreuses recherches en sciences humaines présentent des tableaux comparatifs en fonction de plusieurs caractéristiques individuelles prises une par une dans une approche purement descriptive. De leur côté, les analyses causales intègrent régulièrement le sexe comme une simple variable indépendante à côté d’autres variables personnelles (Egli et al., 2010). Au vu de l’apparition de nouveaux enjeux sociétaux, d’autres variables de contrôle sont prises en compte dont l’appartenance religieuse ou l’expérience de migration. Dans le contexte actuel de pensée, les items qui rendent compte du statut socio-économique sont quant à eux souvent mis de côté. Or il se fait que bon nombre d’études récentes sur les jeunes convergent pour montrer un effet toujours significatif et direct du facteur ‘capital social’, notamment en matière de valeurs pro-sociales (Gavray et al., 2012a) ou de participation politique (Teney, Hanquinet, 2012). Certaines de nos recherches montrent plus spécifiquement que les jeunes qui partagent des niveaux et filières d’études comparables se ressemblent fortement au niveau des valeurs et des pratiques, cela quelle que soit leur origine nationale ou culturelle, mais avec des différences subtiles en fonction du groupes sexué (Gavray et Vettenburg, 2007; Gavray, 2010a). C’est pourquoi il est nous semble intéressant de croiser les variables ‘sexe’ et ‘type d’études’ dans la photographie que nous allons dresser des jeunes et de leur rapport à la pensée et à l’organisation politique.

**Ce que l’on sait sur le rapport de la population à la politique en Belgique**

Situons la Belgique par rapport au sujet d’étude qui nous intéresse ici : celui du rapport de la population belge à la politique, terme pris dans une acception assez large. La Belgique s’avère très bien placée concernant le taux de participation aux élections (89% contre 68% au sein de l’OCDE selon le récent rapport ‘OCDE Better Life Index’). Il faut néanmoins prendre en compte que la Belgique occupe une position atypique puisque le vote y est obligatoire pour les différents niveaux de pouvoir et cela dès 18 ans. Les recherches montrent que dans notre pays la population est assez critique par rapport à la politique en général mais qu’elle reste engagée pour des causes collectives. Ainsi, dans sa typologie classant les pays européens en fonction des attitudes de la population face à la politique, Oscar Gabriel (1994) a classé la Belgique dans une catégorie de pays au sein desquels la relation de la population aux élites socio-politiques est plutôt marquée par la méfiance. Les données récentes de l’Eurobaromètre concernant la Belgique vont aussi dans le sens d’une attitude critique et résignée. A la question de savoir si la personne pense que le vote va changer quelque chose ou si le vote est le bon moyen pour influencer les décisions politiques, la Belgique se range ainsi du côté des sceptiques aux côtés de la Bulgarie, la Grèce ou la Lituanie (et à l’opposé du Danemark ou en Suède). En matière de taux d’adhésion à des organisations politiques classiques maintenant, la Belgique occupe une position intermédiaire (données récentes du World Value Survey). *Les plus forts niveaux d’organisation se trouvent dans les pays nordiques (Suède, Danemark et Norvège) et aux Pays-Bas (plus de 80 %). Des pays tels que l’Irlande, la Grande Bretagne, la Belgique, l’Autriche et l’Allemagne (*anciens Länder*) forment un groupe intermédiaire avec environ 50 à 60 %. Enfin, un groupe qui affiche des valeurs inférieures se démarque : il compte surtout des nations du Sud de l’Europe comme l’Italie, l’Espagne (seulement 23 %), le Portugal et aussi la France (38 %) (*Van Deth et Kreuter, 1998, p. 137*).* La Belgique garde sa position moyenne au niveau de l’engagement concret social et civique. S’appuyant sur les données de l’enquête européenne sur les valeurs, Olivier Servais (2006) situe lui aussi la Belgique à la croisée des chemins entre Europe du Nord et Europe latine. Il attire l’attention sur le fait que la Belgique mixe d’un côté une culture du bénévolat où l’accent est mis sur la nature de l’action et sur le bénéficiaire et de l’autre côté une culture plus nordiste de volontariat mettant l’accent sur l’engagement personnel. Cette situation se traduit par une variété de formes et structures d’engagement. Selon Anne-Marie Dieu (2011), l’engagement social de la population resterait aujourd’hui assez stable au sein de ces associations, ces dernières étant toujours perçues comme une possibilité de mettre en forme et en action aspirations et valeurs. Cette auteure note très justement que les associations se retrouvent dans notre pays engagées dans des macrostructures de plus en plus concurrentes et très dépendantes des subventions étatiques en tension. Cette situation pourrait partiellement expliquer la tendance à ne pas se montrer trop critique par rapport aux instances qui les financent.

Les données belges issues du WP5 de PIDOP (sur base des données de l’European Social Survey) vont dans le sens de ces constatations : un niveau de confiance et d’intérêt pour la politique en général qui reste plus bas que la moyenne des pays étudiés assorti d’ un meilleur positionnement que bien d’autres pays dans le rapport aux institutions. Malgré l’extrême complexité institutionnelle de la Belgique, un tiers des sujets interrogés en Belgique affirment que la politique et ses enjeux ne sont pas trop difficiles à comprendre, (indicateur d’efficacité interne). La Belgique occupe aussi une position moyenne concernant le sentiment de prise en compte par les responsables politiques des avis et préoccupations des citoyens. La Belgique résiste mieux à la ‘tentation’ de se situer aux extrêmes de l’échelle de valeur politique (gauche/droite) que d’autres pays, par exemple la France. Au niveau des engagements concrets, la Belgique s’avère aussi bien positionnée. Elle arrive en sixième position sur les vingt pays au niveau du taux participation politique conventionnelle durant les 12 derniers mois. 32 % des sujets interrogés ont déjà travaillé dans un parti politique, porté un badge de campagne, donné de l’argent à une organisation politique, été membres d’un parti politique ou déjà contacté un politicien. Elle occupe la septième position en ce qui concerne la participation politique non-conventionnelle (55% des personnes sont concernées en Belgique contre 75% en Suède mais 15% en Hongrie). Enfin, au niveau de l’engagement social et civique, la Belgique occupe la sixième position avec 80 % de participation avec une moyenne de 64% pour les différents pays mis en comparaison.

**Ce que l’on sait plus spécifiquement sur le rapport des jeunes à la politique en Belgique**

En Belgique comme ailleurs, les recherches quantitatives permettant des comparaisons fiables et fines concernant le positionnement politique et social des différents groupes d’âge à travers le temps restent rares. Cette situation est dommageable dans la mesure où les quelques résultats disponibles contrastent avec l’inquiétude manifestée par l’opinion publique à propos de la jeune génération et de ce qu’elle perçoit comme un désintérêt manifeste et égoïste pour l’engagement citoyen et la politique (Muxel, 2001). Selon François Dubet (2010),nos sociétés prennent peu conscience de la valeur de dynamisme de de créativité des jeunes, voire la redoutent. Elles maintiennent de ce fait la jeunesse dans un statut d’infériorité, de dépendance et d’immaturité tout en cherchant de manière croissante à surveiller de près et à ‘neutraliser’ les sous-groupes de population qu’elles marginalisent professionnellement et socialement.

En Belgique, les enquêtes récentes montrent que les jeunes gardent confiance dans les associations qu’ils perçoivent comme un agent important de démocratie et d’ apprentissage à côté de la famille et de l’école (Becquet, 2004, p 64). Deux sondages réalisés en Belgique (un auprès des 15-18 ans en 2000 et un second auprès de les 15-24 en 2003) ont ainsi mis en avant qu’un quart des jeunes associe la participation à une association au comportement du « bon citoyen », que 79% la relient au respect d’autrui, 65% à la cohésion sociale et 50% au fait même de voter (Dieu, 2011, p 22).En ce qui concerne l’engagement politique proprement dit, les études montrent que si les jeunes ne sont pas majoritairement conscientisés et engagés, ils ne diffèrent pas en cela de leurs ainés (Frère et Jacquemain, 2013a, 2013b). Cela resterait vrai même si de nombreuses associations traditionnelles de terrain se plaignent de difficultés croissantes de recrutement ou de maintien de leurs membres, notamment des plus jeunes. Selon les analystes, il faut prendre en compte l’évolution du contexte politique, économique, sociale, de pensée où prend place ce type d’engagement pour comprendre les changements. Pierre Martinot-Lagarde et Bertrand Hériard Dubreuil (2008) notent à ce propos une diminution générale de la militance professionnelle en continuité avec la militance classique (engagement dans un parti, un syndicat, un mouvement de jeunesse) caractérisée par un parcours assez linéaire et homogène. En Belgique comme ailleurs en Europe, la remise en question des structures très hiérarchiques et gestionnaires est un mouvement réel mais qui est loin de se limiter à la population jeune. Cette évolution semble contrebalancée par des formes nouvelles de contestation et d’engagement, à la fois plus créatives (importance des musiques et de l’art alternatifs), plus morcelées et plus limitées dans le temps.

**A propos de l’échantillon de population retenu pour l’analyse**

Nous nous intéresserons ici aux représentations, expériences et attitudes des jeunes belges francophones fréquentant l’enseignement secondaire et âgés entre 16 et 20 ans. Notre échantillon comprend 889 sujets. Le fait de réduire ce dernier aux élèves de l’enseignement secondaire permet de prendre le pouls des jeunes citoyens. L’engagement dans des associations formelles des jeunes, et notamment des mineurs d’âge, est en fait peu encouragé et peu étudié tandis que nos sociétés éprouvent des difficultés à considérer ces derniers comme des citoyens à part entière (Dubet, 2010). Or en 2013, un peu plus d’un cinquième de la population de l’arrondissement de Liège était âgée de moins de 20 ans. Le choix de notre échantillon fait aussi suite à la volonté de ne pas mélanger des populations trop différentes au niveau du statut (étudiant/ non étudiant/ travailleur). C’est aussi dans ce groupe d’âge que l’on peut garantir la meilleure représentativité de l’échantillon et donc la meilleure saturation statistique. Dans la population liégeoise de 16-20 ans, on trouve 50,9% de personnes de sexe féminin et dans notre échantillon 51.5%. On dénombre 87 % de sujets de nationalité belge dans la population, pourcentage proche de ce que l’on trouve dans notre échantillon : 81 % des jeunes interrogés ont la seule nationalité belge tandis que 8,8 % cumulent la nationalité belge avec une autre. A noter que beaucoup de jeunes immigrés de seconde génération ont en fait acquis la nationalité belge.

Un troisième argument plaide en faveur du choix d’échantillon effectué. L’école secondaire est un endroit clef où les jeunes passent une partie importante de leur temps et développent leur savoir-faire et leur savoir-être (Gavray, 2009). L’école est également souvent présentée comme un acteur important dans la prise de conscience et de l’initiation citoyennes et politiques des jeunes. L’approche situationnelle a néanmoins montré des effets problématiques de l’appartenance à une classe ou à une structure scolaire particulière (Wikström, 2005). Et on sait que l’école est un agent important de tri social. C’est particulièrement vrai pour notre pays. Notre système d’enseignement est régulièrement évalué, par l’étude PISA (2015) par exemple, comme très inégalitaire. C’est le résultat d’une orientation précoce et socialement téléguidée des élèves entre deux grands types d’enseignement fortement hiérarchisés : d’un côté l’enseignement de transition -général et technique de transition- donnant accès à l’enseignement supérieur et drainant une population socio-économiquement et culturellement favorisée –il représente ici 70 % de notre échantillon-; de l’autre côté un enseignement de qualification -professionnel et technique de qualification- qui prépare directement à un métier mais auquel on arrive souvent par défaut, suite à des échecs et réorientations successives. Très peu d’étudiants terminent ainsi l’enseignement secondaire à l’âge prévu de 18 ans. Au total, près de 15% des jeunes de notre échantillon qui fréquentent l’enseignement de transition relatent qu’il est déjà arrivé que leurs parents soient incapables de payer pour raison financière des biens essentiels tandis que c’est le cas de près de 40% des élèves de filière qualifiante. On trouve aussi et logiquement beaucoup plus de pères et de mères en emploi dans le premier groupe que dans le second. 25 % de nos sujets de parents belges se retrouvent dans l’enseignement de qualification, ce pourcentage grimpant dans les groupes de population immigrée les moins qualifiés.

La théorie de vulnérabilité sociétale (Walgrave, 1992) présente un intérêt tout particulier pour notre étude dans la mesure où les valeurs, attitudes et comportements conformes et citoyens des jeunes y sont décrits comme significativement affectés par leur vécu social. Ce vécu n’est pas avant tout déterminé par les conditions matérielles et financières du ménage mais par le ressenti lié au positionnement social et à la qualité des relations entretenues avec les principales institutions sociales. La sensibilité à la discrimination et au manque de respect perçu comme du mépris se trouve particulièrement exacerbée dans nos sociétés individualistes (Honneth, 1999 et 2004). Cette sensibilité se concentre particulièrement dans certains groupes de populations fragilisés dans leur processus d’inscription sociale, notamment au sein des adolescents de sexe masculin qui vont chercher à être reconnus par une voie détournée s’il le faut (Ayral, 2011). Le vécu et le ressenti d’insécurité identitaire et de vulnérabilité se retrouvent différer selon le groupe social et culturel d’appartenance mais aussi selon le groupe sexué (Gavray, 2010b). Il ressort de nos données que 50 % des jeunes affirment s’être déjà sentis discriminés  dont 9% à cause de leur groupe sexué (quatre fois plus de filles se disent avoir été discriminées du fait du simple fait d’être une fille que de garçons du fait d’être un garçon), 32% en raison de leur origine nationale ou ethnique et 15% à cause de leur religion. Ici, les garçons se disent proportionnellement bien plus discriminés que les filles - résultat intéressant sur lequel nous reviendrons plus loin - et on dénombre une proportion double de sujets masculins concernés relatant dans l’enseignement qualifiant. 25% des jeunes relatent encore s’être sentis discriminés à cause de leurs résultats scolaires et 21% à cause de leur jeune âge.

**Les opinions et pratiques politiques et sociales des jeunes au croisement du groupe sexué et du type d’enseignement fréquenté**

Nous l’avons dit, les résultats présentés rendent compte de la façon dont se distribuent les attitudes et comportements investigués dans quatre sous-populations jeunes (2 X 2) au croisement des caractéristiques retenues et témoignant de rapports sociaux particuliers. Les différences statistiques entre les sous-groupes considérés seront mentionnées comme significatives dès que la probabilité de dépassement sera inférieure 0.05.

*Qu’est-ce qu’un bon citoyen ?*

Comme attendu, les jeunes filles présentent une conception du bon citoyen renvoyant davantage aux normes de conformité, du vivre ensemble, de promotion des droits humains ou encore environnementales que ne le font les jeunes gens de sexe masculin. Ces valeurs s’inscrivent en prolongement de la socialisation genrée toujours à l’œuvre, cela dès la prime enfance et au sein de chaque espace éducatif (Collet, 2012). Par contre, on ne trouve pas de différence significative en fonction de la filière scolaire ni au croisement entre cette dernière et le sexe. Ce sont les filles qui, quel que soit le type d’enseignement, pensent le plus souvent que le bon citoyen vote à chaque élection. Elles sont suivies dans cet avis par les garçons fréquentant l’enseignement de transition et de beaucoup plus loin par ceux fréquentant la filière de qualification. C’est dans ce dernier groupe que se concentrent les jeunes pensant que le bon citoyen doit tout à fait être prêt à s’engager dans l’armée tandis qu’au total, 22 % des garçons et 8% des filles partagent cette opinion.

*Le niveau de confiance dans les institutions*

On remarque une confiance moyenne à bonne dans l’Union Européenne (40% se positionnent en position 4 et 5 sur une échelle à 5 positions, de ‘pas du tout confiance’ à ‘totalement confiance’). Cette confiance est en tout cas bien meilleure que celle accordée aux instances politiques nationales et régionales. Les résultats obtenus s’éloignent en cela quelque peu de ceux décrits par Deschouwer, Delwit, Hooghe,Baudewyns et Walgrave (2015). Maintenant les jeunes qui ont répondu à la question avaient-il en tête une Europe synonyme de ‘rassemblement de nations’ ou d’instance dirigeante centralisée? Nous ne le saurons pas. Mais nous voyons par ailleurs que près de deux tiers des élèves ont répondu être fiers ou très fiers de vivre en Europe, sans distinction selon le sexe et le réseau d’enseignement fréquenté. On ne voit pas non plus de différence entre filles et garçons quant au niveau moyen de confiance par rapport au gouvernement national belge. Mais ce dernier est ici drastiquement bas (14% dans les mêmes positions 4 et 5 de l’échelle), en fait deux fois plus bas que le niveau de confiance accordé aux autorités politiques régionales ou locales. Il faut expliquer que l’enquête quantitative PIDOP a pris place dans un contexte politique particulier en Belgique puis que le pays s’est retrouvé pendant plus d’un an avec un gouvernement en affaires courantes et cela sur un fond de polarisation politique gauche- droite assortie de fortes tensions communautaires (entre flamands et francophones). Cette situation peut probablement expliquer le scepticisme confirmé des jeunes interrogés face au gouvernement fédéral. Seuls 10 % des jeunes pensent qu’on peut faire plutôt ou tout à fait confiance aux politiciens qui dirigent le gouvernement pour prendre les bonnes décisions ; 6,5% que les membres du gouvernement disent plutôt ou toujours la vérité ; 10% qu’ils essaient de tenir leurs promesses électorales; 8.5% qu’on peut faire plutôt ou tout à fait confiance à la majorité des politiciens. Le souhait d’unité de la Belgique est quant à lui relié au capital scolaire du jeune (et pas au groupe sexué), les jeunes de filière de transition se montrant significativement plus nombreux à appeler cette unité de leurs vœux. Il est intéressant de noter que 34% des répondants affirment qu’ils préfèrent (plutôt ou tout à fait) vivre sous le système de gouvernement actuel que sous n’importe quel autre alors que 15% affirment préférer vivre sous un autre système de gouvernement (mais sans que nous sachions à quel type de gouvernement ils font référence) : pas de différence significative ici non plus entre les réponses des filles et des garçons sur cette question. Une sous-catégorie se détache à nouveau comme particulièrement critique : celle des élèves masculins de filière qualifiante.

La confiance dans la propension des politiciens à prendre les bonnes décisions est globalement faible. Les écarts maximaux concernent les filles de filière de transition les plus confiantes  -position 4 ou 5 sur l’échelle- (18,8% pensent comme cela) et les garçons en filière qualifiante particulièrement critiques (37% en position 1 ou 2). Concernant le degré de confiance dans les partis politiques, on voit se confirmer une défiance : 60% des jeunes disent ne pas avoir confiance (position 1 ou 2) et seulement 10% avoir confiance (position 4 et 5) ! Les garçons se positionnent ici davantage aux deux positions extrêmes en comparaison aux filles qui ont un a priori plus positif et nuancé. A l’inverse, les garçons font dans l’ensemble plus confiance que les filles dans les entreprises, grandes firmes et banques (sphères toujours davantage associées et valorisées au ‘masculin’) ; pas de différence significative ici entre l’avis des élèves des deux orientations scolaires disposant pourtant de perspectives professionnelles et financières différentes.

En dehors du champ politique strict, la confiance des jeunes est un peu meilleure. C’est le cas en ce qui concerne les tribunaux ou à la police (45% se disent ici plutôt ou totalement confiants mais il faut remarquer un avis beaucoup plus négatif des garçons, cela quelle que soit la section d’étude). Ce résultat est confirmé dans les résultats des enquêtes de délinquance autorévélée portant sur le même groupe d’âge (Gavray, 2014). Un lien peut aussi être fait avec l’injonction faite aux filles d’être garantes et respectueuses des normes, mais sans que nous puissions pour autant interpréter ce résultat comme un indicateur de passivité de leur part, nous le verrons ! Quelle que soit leur section d’études, les jeunes accordent une confiance moyenne dans les ONG. Mais les filles se montrent ici aussi davantage enthousiastes. Ce sont en fait les élèves masculins de filière qualifiante qui se montrent à nouveau les plus critiques.

Les filles marquent à l’inverse plus de défiance que les garçons vis-à-vis d’internet, peut-être parce qu’elles sont traditionnellement moins à l’aise avec les techniques ou parce qu’elles sont plus sensibles aux différentes mises en garde ou plus exposées aux aspects négatifs d’internet et à la victimisation en ligne. Quand on évoque maintenant la participation à des actions d’information et de discussion sociales et politiques via internet, on voit qu’elles concernent significativement plus les jeunes de filière transition (45 % contre 32% dans l’autre groupe). Et ici c’est le groupe des filles en filière de qualification qui suit loin derrière les autres groupes (même résultat concernant les démarches d’information via les medias classiques). On peut voir que ce sous-groupe se confirme moins informé et moins actif mais sans développer pour autant de vision particulièrement négative et critique du fonctionnement politique et institutionnel.

Les résultats concernant la confiance dans l’école sont particulièrement intéressants dans la mesure où cette institution reste dans l’ensemble largement plébiscitée comme digne de confiance par une grosse majorité de jeunes des deux sexes (60% en position 4 ou 5 sur l’échelle), un peu plus par les filles que par les garçons. La confiance dans l’école se trouve en fait réduite dans un sous-groupe particulier, celui des garçons fréquentant la filière de qualification. 35% de ces sujets ne font pas du tout confiance à l’école alors que c’est le cas de 14% des condisciples masculins en filière de transition ! Ce résultat est probablement à relier avec le ressenti de discrimination scolaire deux fois plus souvent relaté dans le premier groupe que dans le second. Au sein du groupe féminin, moins de 15% des sujets adoptent cette position, et ici indépendamment de la filière scolaire fréquentée ! Se confirme dans ces résultats un décalage dans les opportunités historiques intériorisées par les filles et les garçons d’origine populaire. Ainsi, les filles en filière qualifiante voient l’école comme un espace protecteur et pouvant leur ouvrir les portes d’une certaine autonomie tandis que les garçons de cette même filière développent une méfiance exacerbée de l’école et de la scolarité qui les auraient trahis, leur offrant bien moins de perspectives d’avenir en matière d’insertion professionnelle et de reconnaissance sociale que celles offerte à la génération de leur père. Cette méfiance vient réactiver une tendance accrue à valoriser les attitudes et arguments de masculinité (Bouchard et al., 2000), à valoriser l’agressivité et de la confrontation.

La confiance par rapport à la religion est dans l’ensemble très faible et elle diffère très significativement en fonction du réseau et non en fonction du groupe sexué, résultat qui peut sembler étonnant au vu des stéréotypes sexués véhiculés en la matière. 15% des élèves de transition font confiance à la religion (position 4 ou 5) pour près de 30% des élèves de qualification (on ne peut ignorer que c’est là que se concentrent une grosse partie du public d’origine immigrée mais nous n’entamerons pas de discussion à ce niveau ici). Quand nous affinons l’analyse, nous voyons qu’au sein de la filière qualifiante, les garçons sont proportionnellement bien plus nombreux que les filles à adopter cette position. Nous avons déjà mentionné que les étudiants de filière qualifiante sont deux fois plus nombreux à affirmer s’être déjà senti discriminés à cause de leur religion mais ces pourcentages montent dans le groupe masculin à 35% dans la filière qualifiante contre 13% des élèves de filière de transition ! Seulement 14,5 % des filles de filière qualifiante contre 11% de filles de filière de transition rapportent une telle discrimination. Historiquement on sait que les filles ont appris à subir plus silencieusement et à moins réagir à leur propre discrimination mais on voit également que la susceptibilité religieuse prend une grande place dans le désir de reconnaissance et de construction identitaire des jeunes garçons, d’autant plus dans le contexte international actuel (Teney et Hanquinet (2012). Ceux-ci y ont concrètement plus à gagner, notamment au vu du rebond de hiérarchie sexuée qui en découle. Le ressenti de discrimination religieuse vient ainsi exacerber le sentiment négatif des jeunes gens qui se trouvent dans une filière scolaire largement considérée comme de ‘relégation’. En fait les résultats indiquent que les garçons dans leur ensemble, bien plus que les filles, se montrent frileux par rapport à une égalité sexuée aboutie : 42% la revendiquent contre 74% des filles. Pas de différence significative entre les deux groupes de garçons à ce niveau ! Mais une différence marquée dans le sens attendu entre les sections scolaires au niveau de la proportion de garçons qui refusent totalement cette égalité. Ce sont les filles qui plébiscitent bien plus que les garçons le droit de prendre distance par rapport aux traditions culturelles et à la religion, et cela quel que soit le type d’enseignement fréquenté (près de 70% des jeunes filles sont favorables ou très favorables à ce droit). Ici, 62% des étudiants masculins en section de transition partagent cet avis contre seulement 48% de ceux de section qualifiante. On peut donc vérifier une certaine crispation culturelle et religieuse assortie de la tentation d’une masculinité hégémonique dans ce dernier sous-groupe, groupe au sein duquel pourtant 80% des sujets n’assistent pourtant jamais à un culte religieux. Rappelons néanmoins que nous parlons ici de tendance ! C’est au sein de ce même sous-groupe que l’on refuse aussi le plus catégoriquement la séparation entre l’état et la religion (62% ont cet avis contre, à l’opposé, 35% des filles de la filière transition) et que les sujets se montrent les plus fiers de de leur appartenance ethnique, nationale.  Ces résultats confirment par ailleurs une conscience réelle des filles par rapport aux enjeux d’égalité en lien avec les traditions culturelles et religieuses. Y compris au sein de filière qualifiante, elles se montrent moins susceptibles que les garçons sur la question religieuse. D’autres résultats de recherche montrent qu’elles comprennent très majoritairement leur intérêt qu’elles ont à miser sur l’école et sur la société dans la philosophie égalitaire qu’elle affiche et dans son fonctionnement. Dans l’ensemble, elles apprécient la liberté et le répit que l’école leur apporte par rapport aux pressions familiales (Gavray, 2010a). Les filles de section qualifiante se retrouvent en fait prises dans un dilemme particulier. D’un côté, elles hésitent à penser et affirmer que l’égalité sexuée serait totalement souhaitable : 61% des filles de ce groupe contre 77% de celle de l’autre groupe pensent de la sorte. D’un autre côté, elles sont nettement plus nombreuses à penser que l’égalité sexuée n’est pas aboutie (30% contre 15% dans l’autre groupe) et que la société est injuste. En fait, on peut penser qu’elles se préparent plus que les filles de l’autre groupe à remplir un rôle d’épouse et de mère. Plus de la moitié d’entre elles disent qu’elles entretiennent une relation affective stable contre moins de 30 % dans chacun des trois autres catégories au croisement du sexe et de la filière d’études. De nombreuses études confirment que les femmes issues des milieux les moins favorisés sont celles qui résistent le moins au modèle sexué de complémentarité des tâches et des rôles, notamment au vu des mauvaises perspectives professionnelles et salariales (Maruani, 2006).

*Les perspectives d’avenir*

C’est dans le groupe féminin fréquentant un enseignement de transition que l’on trouve le plus de scepticisme quant à leurs perspectives d’avenir. Ce résultat confirme le fait que si ces filles sont aujourd’hui a priori les mieux positionnées pour obtenir un haut niveau de diplôme et pour réussir professionnellement, elles intègrent toujours de manière proactive l’importance des obstacles familiaux et institutionnels qui peuvent se dresser sur leur route (Meda et al, 2003). De plus, on continue largement à relier les emplois féminins aux sphères du soin d’autrui et de la cohésion sociale.

Les garçons n’ont traditionnellement pas leur future famille en tête et peuvent élargir leur choix de profession. Ils ne voient pas autant les ‘bonnes études ‘ comme premier pilier à activer pour réussir; ils misent plutôt sur leurs réseaux et considèrent l’école comme un endroit important où se constituer un curriculum avant tout social. Les garçons sont aussi plus sûrs d’eux. Dans nos résultats, les garçons des deux filières scolaires se révèlent plus positifs que les filles face à l’avenir et à leur capacité de se débrouiller. Cette plus grande confiance en soi est confirmée dans de nombreuses recherches dont l’étude PISA (2015) et on a pu montrer que la construction de cette dernière est influencée par de nombreux acteurs sociaux, familiaux comme scolaires (Gavray et Adriaenssens, 2010). Les recherches montrent par exemple que les adultes - parents ou pédagogues-, et les jeunes à leur suite, pensent que les difficultés et échecs scolaires des garçons présagent bien moins définitivement de leur avenir professionnel et social que dans le cas des filles (Mosconi, 2004). On comprend dès lors mieux qu’il n’y a pas d’incohérence entre le niveau plus bas de confiance en soi moyen des filles et le résultat selon lequel on ne voit pas de différence sexuée au niveau de l’importance accordée aux futurs métier et vie professionnelle.

L’ensemble des jeunes partagent une vision de l’avenir de la société assez pessimiste et désabusée. Les élèves interrogés partagent largement l’image d’une société qui ne fonctionne pas bien (52% en position 1 et 2 sur une échelle de 5), voire qui fonctionne de moins en moins bien (65% le pensent) et qui ne fait pas sens pour eux (63%). Ces avis sont partagés quels que soient le groupe sexué ou la filière scolaire dont on sait par ailleurs qu’elle reflète des opportunités différentes face à l’avenir.  Une large majorité des jeunes a également conscience du phénomène de discrimination et d’inégalité qui touche certains groupes minoritaires particuliers mais se sont surtout les filles qui s’en émeuvent : plus de sentiment de colère, frustration et honte de leur part (Duru-Bellat, 2011). Ce résultat fait à nouveau sens quand on adopte les lunettes du genre. Les garçons s’émeuvent plus des discriminations qui les concernent directement ou leur groupe de pairs dans une vision plus communautarisme. Ce sont les garçons qui sont plus favorables aux droits spéciaux donnés aux minorités du simple fait qu’ils vivent des discriminations et c’est ici surtout l’avis des jeunes de filière ‘qualification’, signe qu’ils se positionnent plutôt dans un état d’esprit revendicatif (Devreux, 2004). Conjointement peu de jeunes pensent, quel que soit leur profil, que pour cette même raison de discrimination ils devraient avoir un représentant au parlement national. Seulement 16% des jeunes se disent favorables ou très favorables à cette solution, signe qu’ils cherchent des solutions ailleurs que dans l’arène politique classique ? Comme attendu, les filles développent quant une vision égalitariste plus large et universelle : 70% d’entre elles contre 52% des garçons s’inscrivent en faveur de l’égalité d’opportunités des chances pour aider les enfants des minorités ethniques. Idem en matière d’égalité des salaires ou des prestations sociales. On ne voit pas d’effet de la filière scolaire à ce niveau.

*Attitude face à la politique et aux choix électoraux*

Concernant la question classique et centrale de l’intérêt pour la politique, on note une différence qui reste statistiquement significative entre les groupes sexués mais celle-ci ne porte pas sur la catégorie ‘pas du tout’ mais bien au niveau des positions se situant à l’autre extrémité de l’échelle : 28% des garçons se disent intéressés et très intéressés contre 18,5% des filles, pour une moyenne proche de 23% au niveau des deux groupes confondus. On ne peut faire abstraction du fait que cet intérêt pour la politique reste inconsciemment toujours plus placé du côté du masculin (Ferrand, 2004). Nous en voyons la trace ici. Quand on compare la réponse donnée selon la filière d’étude, on voit que les élèves suivant une formation de qualification sont nettement plus nombreux que les autres à ne pas du tout s’intéresser à la politique (38% contre 24% dans le groupe des élèves dans la filière de transition) et moins nombreux à s’y intéresser réellement (position 4 ou 5 sur une échelle de 5) : 17,5% contre 26% dans l’autre groupe. Mais ce qui est intéressant de remarquer, c’est que la différence entre filières d’enseignement n’est pas significative au sein du groupe masculin alors qu’elle l’est dans le groupe féminin ! 41% des filles de filière qualifiante disent ne pas s’intéresser à la politique alors que c’est le cas de 25, 7% des filles de filière de transition. On voit ici que la question politique reste portée majoritairement par les hommes (même s’il s’agit ici d’une tendance, rappelons-le), le processus de rattrapage touchant jusqu’ici surtout les filles à haute perspectives de qualification et souvent issues des milieux aisés. Nous nous rendons compte dès lors combien il est dangereux d’essentialiser les attitudes, goûts ou comportements des jeunes filles et jeunes gens concernant le rapport à la politique. De manière répétée, des recherches ont montré que les garçons/hommes restaient assez proches les uns des autres concernant des éléments historiquement reliés aux attributs de pouvoir ‘masculin’, ce qui est clairement le cas pour l’intérêt accordé à la politique et à l’engagement en politique. Il s’avère néanmoins que dans une société où les activités d’apprentissage et de loisirs deviennent davantage mixtes, où les injonctions genrées se relâchent entrainant une augmentation des opportunités historiques des femmes et un élargissement de la sphère d’investissements légitimes pour elles, certaines différences et inégalités sexuées s’estompent entrainant conjointement un élargissement du fossé entre les capitaux des femmes les plus et les moins diplômées ou en voie de l’être (Maruani, 2006).

Nous pouvons ainsi penser que la socialisation genrée – même en sourdine- peut toujours quelque part freiner l’intérêt majeur que les jeunes filles contemporaines accordent ou disent accorder à la politique Par contre, le fait de discuter de problèmes sociaux et politiques (c’est ainsi que la question est posée) ne représente pas le même enjeu symbolique. De ce fait, cette pratique ne se retrouve pas quant à elle tributaire du groupe sexué. Au total, 33 % des jeunes interrogés relatent de telles pratiques régulières (position 4 et 5 sur une échelle de 5 positions). Ici, c’est la filière d’enseignement qui s’avère significative et cela au sein des deux groupes. Ainsi, 25 % des étudiants de la filière de qualification disent ne jamais avoir eu de telles discussions contre 10 % des jeunes de filière de transition : au sein du groupe masculin, respectivement 27% et 12% ; au sein du groupe féminin 24% et 8 % dans le second. Des tendances comparables se vérifient concernant le fait d’amener les problèmes sociaux et politiques dans les discussions. 30% des jeunes, filles ou garçons, se disent ne jamais agir de la sorte mais c’est surtout le cas parmi les élèves de la filière de qualification.

De manière générale, les filles adoptent une attitude plus favorable et constructive par rapport à la politique in situ, à la démocratie et à l’exercice du droit de vote, nous en avons déjà eu des illustrations précédemment. On voit encore que seulement 5% des filles de filière de transition et 13% de celles qui fréquentent la filière qualification s’opposent totalement à l’obligation d’aller voter aux élections alors que ces pourcentages montent respectivement à 14% et 24% dans le groupe masculin. Au niveau des partis plébiscités, des nuances sexuées apparaissent aussi. C’est le parti socialiste qui est gagnant au sein de la filière qualifiante avec près de 40% des suffrages dans les deux groupes sexués. Au sein de la filière de transition, il est intéressant de remarquer que les garçons placent en première position le parti libéral (avec 38% contre 26% des filles) tandis que les filles optent plus volontiers pour le parti écologiste. Les filles se confirment moins tentées par une vision libérale et concurrentielle et elles se montrent plus sensibles aux problèmes de l’environnement. C’est surtout le cas de celles fréquentant la filière de transition. On peut ainsi vérifier que si ces jeunes filles arrivent le mieux à prendre distance par rapport aux stéréotypes genrés qui entravent leur autonomisation, cela ne les amène pas pour autant à renier ou disqualifier les valeurs et contributions placées par la société du côté du féminin (Gavray, 2010b). Au contraire mais jusque quand ? Personne ne sait. C’est ce groupe qui continue majoritairement à les porter et à les valoriser dans la société, d’où peut-être une certaine fatigue de soi (Kaufmann, 2007) et un sentiment renforcé d’inquiétude face à l’avenir. On voit par ailleurs se confirmer le plus grand déficit d’intérêt et d’inquiétude marqué pour les problèmes sociétaux et d’environnement de la part des garçons en filière qualification.

En ce qui concerne les problèmes principaux auxquels il faut s’attaquer, une majorité d’élèves de l’échantillon classent l’emploi des jeunes en première position. C’est proportionnellement plus le cas des jeunes hommes issus de l’enseignement de qualification qui se révèlent conjointement moins nombreux à citer l’éducation et de la formation comme impératif prioritaire. Se confirme ainsi chez ces derniers la construction progressive d’une distance par rapport à la scolarité mais pas par rapport au système et fonctionnement économique et de consommation. Au niveau des autres causes à défendre (pauvreté, sécurité, mobilité, immigration…), on ne trouve pas cette différence significative entre garçons selon la filière d’enseignement. Dans le groupe féminin, des différences existent entre la filière de transition (préoccupée par les enjeux de santé, de globalisation de l’économie et de mobilité) et la filière de qualification qui met en avant les enjeux de pauvreté, de solitude et de formation professionnelle, enjeux cruciaux auxquels sont confrontées les femmes adultes de leur profil. Se vérifie encore une fois dans ce groupe un rapport plus positif et volontaire par rapport à la scolarité et à la formation scolaire et professionnelle en comparaison futurs hommes qui fréquentent la même filière.

**A propos de les engagements expérimentés ou projetés**

Les filles pensent dans l’ensemble nettement plus que les garçons que la seule manière de changer quelque chose dans la société est de s’impliquer personnellement en politique. On a pu voir sur la dernière période combien la mixité progressive de certaines sphères ou professions a été de pair avec une perte reconnaissance statutaire et financière de ces dernières au profit d’autres, d’où par exemple un glissement de l’engagement masculin du terrain politique et militant vers le terrain économique et financier.

Les expériences concrètes d’implication sociale et politique se révèlent minoritaires mais pas rares pour autant dans un public assez jeune et majoritairement mineur d’âge. On trouve systématiquement plus de 50% des jeunes ayant déjà donné bénévolement de son temps, adopté un signe physique de soutien à une cause, ayant déjà boycotté un produits ou montré sa désapprobation en ligne. Certaines sont un peu plus courantes dans un groupe sexué particulier en droite ligne des attitudes genrées toujours quelque part valorisées de nos jours. Ainsi si les filles sont proportionnellement aussi nombreuses que les garçons à utiliser internet pour exprimer leur avis, elles ont déjà plus souvent donné de l’argent ou porté un bracelet ou un autre signe distinctif en soutien à une cause (Gavray et al., 2012b). De leur côté, les garçons sont proportionnellement plus nombreux à avoir déjà participé à des concerts à visée politique, à avoir déjà écrit sur des murs ou participé à des actions politiques illégales.

Quelle que soit la filière d’enseignement, les filles sont systématiquement plus optimistes quant à l’effet de chacune de ces actions politiques, sauf en ce qui concerne les deux types d’agissements illégaux. Elles se sentent dans l’ensemble plus responsables et capables de réaliser quelque chose de bien pour leur voisinage. On voit toujours chez une majorité d’entre elles une culture de l’engagement utile, engagement qui s’est déjà plus souvent concrétisé parmi les filles de filière transition. Les élèves féminines pensent dans l’ensemble plus que les garçons qu’elles pourraient participer à des activités à teneur politique et sociale dans l’avenir, et cela en premier lieu dans une optique altruiste. Chez les garçons, l’effet des actions non violentes est proportionnellement plus attendu et reconnu dans l’enseignement de transition et celui des actions illégales dans l’enseignement de qualification.

On notera que le but premier de l’engagement politique masculin est plus souvent que chez les filles celui d’élargir son réseau social ou devenir quelqu’un d’important, et cela quelle que soit la filière scolaire. On voit se sont les filles de filière transition qui énoncent le moins ce type de motivation. . Les filles croient davantage dans les actions communes et solidaires que les garçons. Elles sont également plus nombreuses que les garçons à affirmer avoir des amis d’une autre origine sociale ou culturelle que la leur, ce qui fait sens par rapport aux résultats précédents.

En matière d’obstacle à la participation, l’avis des filles et des garçons placent en première position le fait qu’on n’est jamais venu les chercher, qu’on ne leur a jamais parlé ni demandé ! Les filles affirment avant tout manquer de temps, être trop jeunes ou ne pas se sentir à la hauteur. 20 % des garçons évoquent cette dernière raison contre 32% des filles. Ce manque de confiance en soi déjà évoqué touche encore plus spécifiquement les filles de filière qualifiante. On ne trouve pas un tel effet de la filière d’enseignement dans le groupe masculin. Les filles de filière qualifiante se sentent également bien plus abandonnées que les autres sous-groupes par les personnes au pouvoir. Elles ont eu beaucoup moins d’occasions de participer à des groupes sociaux et d’y prendre des responsabilités par rapport aux garçons et aux autres filles. Elles adoptent un positionnement assez fataliste et semblent ainsi tentées de se replier sur leur entourage immédiat. Leur réseau d’amis s’avère particulièrement restreint par rapport aux trois autres groupes, leur lieu de vie et d’investissement se limitant plus souvent à la sphère familiale.

Nos données confirment une importance cruciale de l’exemple familial d’engagement politique et social ([Cicognani](https://www.researchgate.net/researcher/44254029_Elvira_Cicognani), [Zani](https://www.researchgate.net/researcher/53858469_Bruna_Zani), Fournier, [Gavray](https://www.researchgate.net/researcher/77054601_Claire_Gavray), Born, 2011). Au niveau de leur engagement potentiel en politique, les filles sont plus nombreuses que de garçons à penser que leurs parents seraient heureux de les voir s’engager. C’est particulièrement vrai dans la filière transition mais il est intéressant de remarquer que dans les deux filières, comme dans les deux groupes sexués, l’implication des parents joue le rôle décisif pour encourager à s’engager. Les analyses causales faites à ce niveau montrent que l’implication parentale diminue la probabilité que le jeune ne prenne aucune participation politique ou qu’il n’ait jamais été sollicité pour participer. L’implication des parents augmente par ailleurs nettement le niveau de motivation à de nombreux égards (apprendre quelque chose, influencer les choses et les gens, aimer aider les autres, faire de nouvelles rencontres, rendre la société meilleure, être reconnu). Et cela est vrai pour les filles et les garçons.

L’expérience participative au sein de l’école est mentionnée par un jeune sur cinq (plus dans l’enseignement de type transition mais de manière égale dans chaque groupe sexué) mais elle concerne malheureusement seulement le fait d’avoir été délégué(e) de classe, ce qui est très restrictif par rapport à la palette d’expériences participatives qui sont menées dans les écoles. Nous avons pu vérifier une corrélation très forte entre d’un côté le niveau d’expérience comme délégué de classe et de l’autre côté le niveau d’intérêt pour la politique ou celui d’engagement bénévole. Le lien est moins net avec le niveau de participation à des meetings politiques et sociaux. Nous noterons en passant que seule une poignée d’étudiants a par ailleurs participé à des activités de la section jeunesse d’un parti politique.

Les filles sont également plus nombreuses que de garçons à penser que leurs amis approuveraient la décision de s’impliquer en politique : 45% des premières et 34% des seconds pensent ainsi. A l’inverse, 20% des garçons contre 9% des filles pensent que leurs amis n’approuveraient pas du tout. Or on connait l’importance cruciale des pairs à l’adolescence. L’appartenance à l’un ou l’autre type d’enseignement traduit une opinion différente quant à l’approbation que les amis accorderaient pour ce type d’engagement politique : la valorisation de ce dernier est plus attendue chez les étudiants de filière transition. Dans tous les cas de figure, l’approbation imaginée des amis apparait dans nos résultats comme réduisant le sentiment de ne pas être à la hauteur. Quant à l’implication des amis eux-mêmes, elle joue un rôle clef pour réduire ce même sentiment de ne pas être à la hauteur, pour diminuer le manque de motivation.

CONCLUSION

Au niveau méthodologique, nous avons plaidé à travers ces pages pour une recherche psycho-sociologique qui évite de simplifier les réalités sociales et qui s’interroge sur l’impact du genre au niveau-même des hypothèses proposées et des concepts et mots de vocabulaires utilisés. A travers, les résultats, nous voyons l’intérêt qu’il y a à croiser les rapports sociaux de sexe et de classe (via la section scolaire fréquentée) dans la compréhension du positionnement des jeunes face à la politique et de ne traiter à la question du rapport des filles hors comparaison et hors contexte. Cette démarche d’intersectionnalité a permis de faire apparaitre des regroupements de tendances et de résultats qui font sens les uns par rapport aux autres.

Au niveau des résultats globaux, nous avons vu émerger une jeunesse largement conscience de sa chance de vivre en Europe et en Belgique mais assez désillusionnée et critique par rapport à une vision classique et diffuse de la politique ainsi que par rapport aux différents niveaux de pouvoir politique. Même si on ne leur a pas posé la question en tant que telle, les jeunes refusent que leur participation politique se résume à voter et à entériner des décisions et évolutions qu’ils perçoivent comme contraire à leurs intérêts et à la marche harmonieuse du monde. Pas de refus aussi massif du fonctionnement économique pour autant même si l’enquête a peu investigué de ce côté. Pour une majorité  de citoyens jeunes ou moins jeunes, il semble difficile et peu souhaité de s’opposer à la vision économique concurrentielle qui régit le monde. Chacun est consommateur et son avenir et confort de vie restent tributaires de ce type de fonctionnement. C’est largement vrai pour les gagnants comme les perdants du système. On peut ainsi penser qu’une majorité de jeunes interrogés s’en prend jusqu’ici assez abstraitement au système ou aux dirigeants tout en désirant participer au système, en tirer des dividendes. Sauf exceptions, la résistance semble se décliner dans des mouvements d’humeurs plus ou moins démonstratifs et dans une dénonciation des injustices et manquements aux droits humains via internet, plus rarement dans des engagements plus contraignants. Néanmoins, de tels engagements existent toujours et les jeunes rappellent massivement qu’on ne vient pas les chercher pour les impliquer.

Des différences existent dans nos résultats entre les groupes sexués mais il ne s’agit jamais que s’agit que de tendances. Il est tout aussi important de pointer la diversité de positionnements au sein des quatre sous-groupes mis en comparaison. Les garçons se sentent globalement plus légitimes et à l’aise que les filles dans l’arène publique et économique et dans leur rapport au fonctionnement de la cité, au pouvoir et à la manière de l’exercer. Ils se montrent en cela plus critiques par rapport à la politique et à ses institutions. De leur côté, les filles ont généralement une approche plus positive, pro-sociale et volontariste de la vie communautaire et de l’action politique que les garçons, même si en moyenne elles restent moins nombreuses à manifester un grand intérêt pour cette sphère. Elles semblent en fait prises entre deux mouvements, une socialisation genrée toujours en action et des conditions historiques qui leur sont favorables en matière d’appropriation de l’espace public et d’autonomisation. On remarquera avec intérêt que les filles pouvant prétendre à un haut niveau de diplôme et de qualification continuent à défendre plus que les garçons -mais aussi un peu plus que les filles moins qualifiées- les valeurs et les causes historiquement placées du côté du féminin (solidarité, écologie…). On note une certaine résistance des garçons même qualifiés à rejoindre les filles sur ce terrain.

Il ressort de nos analyses que les jeunes filles et garçons en filière qualifiante sont fragilisés et précarisés face à l’avenir mais pas au même titre. Les filles en filière de qualification qui ont le plus de risque de rester en marge du processus d’autonomisation éprouvent des difficultés à participer concrètement à la défense des causes de solidarité qu’elles défendent à côté des filles plus diplômées. Ce sont elles qui, en comparaison aux trois autres groupes, ont le plus de mal à comprendre, à s’informer, à participer aux discussions politiques et sociales. Ces résultats infirment déjà la thèse de qualités et valeurs inhérentes à chaque groupe sexué et invariables dans le temps. Dans l’attitude de ce sous-groupe, on ne ressent pas de violence ou d’amertume : ses membres semblent assumer assez facilement et sans vague cette mise à distance. Ces filles ne sont pas dupes pour autant car elles ont conscience des inégalités et injustices à la fois sociales, sexuées, culturelles et religieuses qui pèsent sur elles. La tendance est toute différente concernant les garçons fréquentant la filière qualifiante. Ceux-ci semblent chercher par d’autres voies le statut de futur homme essentielle à leurs yeux et que la société ne semble pas vouloir leur accorder. Ils ressentent des discriminations qu’ils tendent à analyser comme une atteinte centrale à leurs droits et leur statut de supériorité sexué ou culturelle. Tout en se disant significativement intéressés par la politique, ils sont tentés de délaisser la scène politique classique et certains d’entre eux adoptent une analyse irrationnelle, de l’ordre du complot (Dubet, 1999). Sans doute sont-ils tentés d’aller récupérer par d’autres voies plus confrontantes une image positive d’eux-mêmes et un peu du pouvoir perdu et qu’ils pensent indispensable à leur reconnaissance. Un lien peut être fait avec les vaincus que Dubet (2005) décrit dans sa typologie, même si cette dernière n’intègre pas la dimension ou le concept de genre. Selon ce sociologue, en se dirigeant vers une démocratisation ségrégative qui aiguille les individus vers différents parcours scolaires, on a exacerbé la cruauté de l’école démocratique pour ceux qui connaissent et ressentent l’échec et l’humiliation de la défaite, qui intériorisent le sentiment de médiocrité et de mépris. Ces élèves traversent en négatif les épreuves d’investissement et d’individualisation et l’absence de vrai, de bon diplôme a de nombreuses conséquences en chaine dont le frein à la décohabitation et à la construction d’une famille ainsi que l’abandon des valeurs et attitudes pro-sociales et conventionnelles. D’autres résultats vont dans le sens de ceux de Teney et Hanquinet (2012). Ces auteurs constatent que dans une société largement sécularisée, la population jeune masculine qui se dispose des capitaux sociaux les plus faibles, et qui sont le plus souvent issus de l’immigration laborieuse, va tenter de se repositionner socialement en accordant une importante croissante au sport extrême et de la religion dans sa redéfinition identitaire. Selon ***Lipovetsky (2015)***, si l’aplanissement politique dans nos régions a bien eu des effets positifs dont une atténuation de la conflictualité sanglante (guerres, manifestations sanglantes, idéologie d’état racistes), l’équilibre s’avère précaire. Le contexte national comme international s’envenime et on voit se raviver les stéréotypes et les mouvements réactionnaires qui en appellent à un redressement de la nation, à la revanche, à la défense de l’honneur et de la virilité.

Il est de la mission des scientifiques d’attirer l’attention sur les dangers que représente un mode de pensée et d’analyse qui place le focus et la responsabilité sur les seules personnes et qui stigmatise ces dernières en fonction de la religion, de la race, de l’origine sociale ou du groupe sexué. De nombreux observateurs et responsables de terrain pensent qu’il est grand temps de rendre des sécurités (identitaire, sociale, économique…) aux jeunes citoyens aux marges, et cela par un signal fort des politiques. Tous les jeunes ont besoin et envie qu’on aille à leur rencontre, qu’on leur donne la parole, qu’on les épaule respectueusement dans leur découverte de soi et des autres, qu’on les encourage dans leurs engagements citoyens et politiques. Mais est-ce vraiment ce type de fonctionnement démocratique et solidaire qui est défendu au niveau politique dans nos sociétés en mutation (Le Goff, 2010 ; Sarthou-Lajus., 2010) ? Les dangers d’un mode d’action de pseudo insertion des jeunes qui se situe entre contrôle et punition sont bien réels. Les jeunes ne sont pas dupes et ils oscillent entre la tentation de repli sur soi et de rébellion. Il s’avère urgent de désamorcer certaines bombes et d’aider les écoles à relever les défis qui se présentent à elles. Selon une étude récente (Gavray, 2010c), les écoles occupent en effet une place de choix dans l’accrochage personnel et citoyen. Les jeunes, même en difficulté, continuent à multiplier les appels à la relation à défaut d’avoir confiance dans l’institution scolaire abstraite et dans les certifications que celle-ci délivre. Tant que les effets de groupe sont maitrisés, les projets qui misent sur la confiance mutuelle et l’approche citoyenne et émancipatrice semblent efficaces. La pratique montre que les garçons se laissent moins influencer par ce qu’ils perçoivent comme attente de leur groupe de pairs à leur égard : celle d’une attitude de défiance et de virilité (Nicaise et al., 2009). Les écoles restent donc largement mobilisées dans ce combat contrairement à la situation largement dépeinte par la presse. Les enseignants et éducateurs sont loin de déplorer la présence d’une classe sociale dangereuse ou de conclure à une prédestination individuelle imparable. Ils en appellent à une transformation et de l’école mais surtout de la société qui devraient se montrer plus solidaires et plus soucieuses et respectueuses de ses jeunes. Ils sont ainsi nombreux à mettre en doute l’efficacité d’un cours de citoyenneté même s’il leur semble important de rappeler et de ne rien concéder sur les principes fondamentaux d’une égalité et d’un respect entre les personnes. Ils se méfient en cela de la notion mal définie de diversité et ils invoquent la nécessité de la société et de l’école à miser sur tous les jeunes sans classement a priori dans des petites boîtes. Ils revendiquent la possibilité d’offrir à chaque jeune des opportunités pour développer ses talents et passions (ce qui est le propre de l’adolescence). Ils ajoutent que cette évolution est souhaitable pour les filles comme pour les garçons tout en remarquant que ces dernières sont plus souvent laissées à leur sort dans la mesure où on les considère comme plus dépendantes de leur famille ou de leur communauté d’origine et plus désireuses de se conformer à des rôles féminins, aussi parce qu’elles sont vues comme moins dérangeantes et revendicatrices. Ils rechignent par contre à devoir exacerber chez les jeunes le double impératif de mise en concurrence et de mise en conformité, à devoir gérer ou à faire taire les frustrations des élèves plus faibles et remuants. Nous pouvons conclure ces pages par la constatation que les analyses descriptives fines et complexes d’un phénomène restent essentielles pour faire émerger des enjeux individuels, sociaux et sociétaux importants et pour nourrir le dialogue.

**BIBLIOGRAPHIE**

**Ayral, S. (2011). *La fabrique des garçons. Sanctions et genre au collège*.** Paris : PUF Collection Partage du savoir.

Becquet, V. (2004). Les jeunes et la vie associative : attraits et usages. *Revue Internationale de l’économie sociale*, n°294, 63-73.

Bouchard, P., ST-Amand, J-C, Gauvin, M., Carrier, M. et Gagnon, C (2000). Familles, école et milieu populaire. Sainte-Foy : Centre de recherche et d’intervention sur la réussite scolaire, série *Études et recherches, 5* (1).

Briggs, J. E. (2008). Young women and politics: an oxymoron. *Journal of Youth Studies,*

*11*(6), 579-592.

[Cicognani](https://www.researchgate.net/researcher/44254029_Elvira_Cicognani), E., [Zani](https://www.researchgate.net/researcher/53858469_Bruna_Zani), B., Fournier, B., [Gavray](https://www.researchgate.net/researcher/77054601_Claire_Gavray), C. et Born, M. (2011). [Gender differences in youths' political engagement and participation. The role of parents and of adolescents' social and civic participation.](https://www.researchgate.net/publication/51750678_Gender_differences_in_youths%27_political_engagement_and_participation._The_role_of_parents_and_of_adolescents%27_social_and_civic_participation?ev=prf_pub)  *Journal of Adolescence*, 10, 35(3), 561-76.

Collet, I. (2012). Mixité, gémination, co-éducation. In C. Azéma, A. Bon et N. Mosconi (Eds.). *Filles-garçons en famille et à l’école : reproduction des inégalités ou éducation à l’égalité ?* Paris : Le Manuscrit.

Deschouwer, K., Delwit,, P., Hooghe, M., Baudewyns, P. et Walgrave, S. (2015).

*Décrypter l’électeur.* Bruxelles/Louvain-la-Neuve : de Boeck.

Devreux, A-M (2004). Les résistances des hommes au changement social : émergence d’une problématique. *Cahiers du Genre*, 36, 5-20.

Dieu A-M. (2011). *Le processus de l’engagement volontaire et citoyen : des valeurs, des individus et des associations»*. Etude CESEP consultée le 10 mai 2015 <http://www.cesep.be/ETUDES/ENJEUX/processus_engagement_volontaire.pdf>

Dubet, F. (1999). Sentiments et jugements de justice dans l'expérience scolaire. In D. Meuret (Ed.). *La justice du système éducatif.* Bruxelles : De Boeck, 177-194.

Dubet, F. (2005). Ecole, la révolte des vaincus ? *Sciences Humaines*, Hors-série n°47, janvier.

**D**ubet **F.** (2010). La jeunesse n’est-elle qu’un mot ? In J. Hamel, C. Pugeault-Cicchelli, O. Galland et V. Cicchelli (dir.). La jeunesse n’est plus ce qu’elle était. Presses universitaires de Rennes, coll.  Le sens social.

Duru-Bellat, M. (2011). *L’école des filles*. Paris : L’Harmattan.

Egli, N., Vettenburg, N., Savoie, J., Lucia, S., Gavray, C., & Zeman, K. (2010). Belgium,

Canada and Switzerland: are there differences in the contributions of selected variables on

property and violent self-reported delinquency? *European Journal Criminal Policy and*

*Research 16*(3), 145-166.

Ferrand, M. (2004). La place des femmes dans l’espace public. In M. Ferrand, *Féminin-Masculin.* Paris : La découverte, 66-83.

Frère, B., Jacquemain, M. (dir.) (2013a). *Résister au quotidien ?*, Paris : Les Presses de Sciences Po.

Frère, B. et Jacquemain, M. (2013b). Un « nouveau militantisme » pas si neuf. *Réflexions*, site de vulgarisation scientifique de l’Université de Liège, 5/11. consulté le 12 juin 2015. <http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_353637/fr/un-nouveau-militantisme-pas-si-neuf>.

Gabriel O. W. (1994). Politische Einstellungen und politische Kultur ; I*n*  O.W. Gabriel, F.Brettschneider (eds). Die EU-Staaten im Vergleich*.* Strukturen, Prozesse, Politikinhalte*, Opladen,* Westdeutscher Verlag, 96-133.

Gallero A. (2007). *Inequalities in Political Participation. Contemporary Patterns in*

*European Countries*. Irvine: Center for Study of Democracy, University of California.

Gavray, C. et Vettenburg, N. (2007). La délinquance juvénile autorévélée : le cas de la Belgique. *Carrefours de l'éducation*, 2, 24, 53-72.

Gavray, C. (2009). Délinquance juvénile et enjeux de genre. *Interrogations*, *Revue en*

*sciences de l’homme et de la société.* Formes, figures et représentations des faits de

déviance féminins, juin. <http://www.revue-interrogations.org/Delinquance-juvenile-et-enjeux-de>

Gavray, C. (2010 a). Valeurs et attitudes stéréotypées à l’adolescence: quels enjeux en matière de réussite et d’insertion scolaire? In C. Gavray and A. Adriaenssens (Eds). *Une fille = un* *garçon ? Identifier les inégalités de genre à l’école pour mieux les combattre.* Paris: L’Harmattan, 19-37.

Gavray, C. (2010b). S[téréotypes sexués et proximité à la violence dans le cadre scolaire](https://orbi.ulg.ac.be/handle/2268/91648). In D. Groux et C. Blaya (Ed.).*Violence à l'école : recherches et interventions*. Paris : L’Harmattan, 39-74.

Gavray, C. (2010c). Quels enseignements tirés des données de délinquance auto-révélées in Vous avez dit ‘violente, la jeunesse ?’. *L’ Observatoire*, Revue d’action sociale et de médico-sociale coll. Actes, 19-31.

Gavray, C., Vettenburg,N., Pauwels, L., Brondeel, R. (2012a).[The impact of societal vulnerability and violent values on self-control in a Belgium sample of youth: a gender comparison](https://scholar.google.fr/citations?view_op=view_citation&hl=fr&user=E8NC3K0AAAAJ&citation_for_view=E8NC3K0AAAAJ:WF5omc3nYNoC)*. Journal of Contemporary Criminal Justice,* XX(X), 1–19.

Gavray,C., Fournier,B., Born,,M. (2012b). [Non-conventional/illegal political participation of male and female youths](http://philpapers.org/go.pl?id=GAVNPP&proxyId=&u=http%3A%2F%2Fwww.springerlink.com%2Findex%2F10.2478%2Fs13374-012-0033-0). [*Human Affairs*](http://philpapers.org/asearch.pl?pub=1268)*,* 22 (3), 405-418.

Gavray, C. (2014*). Rapport technique de la recherche Belgique-Wallonie de ISRD-3.* Rapport interne ISRD.

Gubin, E. (1999). Du politique au politique. Parcours du féminisme belge (1830-1914). *Revue belge de philologie et d'histoire,* 77(2), 370-382.

Honneth, A. (1999). Intégrité et mépris: principes d’une morale de la reconnaissance.

*Recherches sociologiques 30*(2), 11-22.

Honneth, A. (2004). La théorie de la reconnaissance: une esquisse. *Revue du MAUSS 1*(23),

133-136.

Kaufmann, J-C (2007). *Ego : pour une sociologie de l’individu*. Hachette littérature.

|  |
| --- |
| Le Goff J-F (2009). La précarisation des familles dans le système-monde in S. D’Amore*, Les nouvelles familles : approches cliniques*. Bruxelles : de Boek Université, coll. Carrefour des psychothérapies, 53-70. |

Lipovetsky, G. (2015)*. De la légèreté*. Paris : Grasset.

Martinot-Lagarde, P. et Hériard-Dubreuil, B. (2008). [De nouvelles formes d'engagement](http://www.ceras-projet.org/index.php?id=3233). *Projet,* 4/305, 48-54.

Maruani, M. (2006).Travail et emploi des femmes. Paris : La Découverte.

Meda, D., Simon, M.-O., Wierink, M. (2003). Pourquoi certaines femmes s’arrêtent-elles de travailler à la naissance d’un enfant. DARES, Premières Synthèses, 29.2, 1-6.

Mosconi, N. (2004). Effets et limites de la mixité scolaire. *Travail, genre et sociétés*, 1/11, 166-174.

Muxel, A. (2001). *L’expérience politique des jeunes ?* Paris : Presses de Science Po.

Nicaise, I., Desmedt, E. et Demeuse, M. (2009). *Une école réellement juste pour tous ! Seize pistes de réforme et d’action.* Waterloo: Plantyn.

PISA (2015). *L'égalité des sexes dans l'éducation Aptitudes, comportement et confiance.* Publication

OCDE. Better Life Index <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/topics/engagement-civique/> . Consulté le 23 juin 2015.

Sarthou-Lajus. (2010). Inégalités sociales et mérite : malheurs aux vaincus ? *Etudes,* 7, Tome 413, 4-6.

Teney C., Hanquinet L. (2012). High Political Participation, High Social Capital? A relational analysis of youthsocial capital and political participation. *Social Science Research*, Vol. 41, No. 5, 1213-1226.

Van Deth J. W., Kreuter F. (1998). Membership of Voluntary Associations », In J.W. Van Deth (ed). Comparative Politics. The Problem of Equivalence. Londres, New York: Routledge,135-155.

Vettenburg, N., Brondeel, R., Gavray, C, Pauwels,L. (2013). [Societal vulnerability and adolescent offending: The role of violent values, self-control and troublesome youth group involvement](https://scholar.google.fr/citations?view_op=view_citation&hl=fr&user=E8NC3K0AAAAJ&citation_for_view=E8NC3K0AAAAJ:Se3iqnhoufwC). *European Journal of Criminology*, 10 (4), 444-461

Walgrave, L. (1992). *Délinquance systématisée des jeunes et vulnérabilité sociétale*: *essai de*

*construction d’une théorie intégrative.* Genève: Méridiens Klincksieck.

Wikstrom P.O.H. (2005). The Social Origins of Pathways in Crime: Towards a Developmental Ecological Action Theory of Crime Involvement and Its Changes. In D.P.Farrington (Ed.). *Integrated Developmentaland Life-Course* *Theories.* New Brunswick : Advances in Criminological Theory, 14, 211-246.